

Unité inter-départementale des Hautes-Pyrénées et du Gers
Cité administrative
BP1708
65017 TARBES
uid-65-32.dreal-occitanie@developpement-durable.gouv.fr

Tarbes, le 28 juillet 2025

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/07/2025

Contexte et constats

publié sur  **GÉORISQUES**

TERÉGA (ex TIGF)

Izaute
32110 Laujuzan

Références : 2025-0218-DP
Code AIOT : 0006808457

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/07/2025 dans l'établissement TERÉGA (ex TIGF) implanté Izaute 32110 Laujuzan.

Cette visite s'inscrit dans la démarche nationale de vérification des stratégies et conditions de gestion des pertes d'utilités sur les sites industriels à enjeux.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TERÉGA (ex TIGF)
- Izaute 32110 Laujuzan
- Code AIOT : 0006808457 Installation : Avec Titre ☒ Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : SEVESO HAUT
- IED : Non IED

La société TEREKA exploite deux stockages souterrains de gaz naturel en aquifère sur les sites de Lussagnet (Landes) et d'Izaute (Gers). L'exploitation du site d'Izaute (stockage souterrain et installations de surface), sur les communes de Laujuzan et Caupenne d'Armagnac, a démarré en 1990 (décret du 23 octobre 1990

au titre du Code minier). Elle est autorisée, au titre des ICPE, par l'arrêté préfectoral du 13 juin 2014 et par l'arrêté inter-départemental du 9 juillet 2014. Le site est classé SEVESO seuil haut et dispose d'un plan de prévention des risques technologiques (PPRT) approuvé le 26 décembre 2014.

Thèmes de l'inspection : AN25 Perte d'utilités | Risque surpression/projection, Risque toxique, Sécurité/sûreté

2) Constats :

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suite administrative » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Les réunions en salle, et salle de contrôle ont été complétées par une visite du site d'Izaute. Celui-ci est apparu parfaitement en état, entretenu, y compris les abords.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
3	Consignes d'exploitation et de sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Demande d'action corrective	3 Mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Stratégie d'alimentation électrique secourue	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	
2	Gestion des pertes d'utilités	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	
4	Tests et maintenance	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52	
5	Conformité à l'article 56	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats :


La stratégie de TEREKA pour assurer la continuité de l'alimentation en utilités du site d'Izaute (électricité et air comprimé) résultant d'une perte des alimentations électriques externes est claire : elle consiste à assurer le maintien de ses utilités pour l'ensemble des installations en fonctionnement, par une architecture industrielle de moyens redondants.

Les conséquences et la gestion d'une perte des alimentations extérieures est connue des opérateurs en salle de contrôle. Les moyens techniques sont entretenus et testés de sorte qu'il n'apparaît pas de demande technique de l'inspection.

Le niveau de détail de la formalisation des procédures applicables est à vérifier et à améliorer par l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Stratégie d'alimentation électrique secourue

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	
Thème(s) : Risques accidentels stratégie de gestion	
Prescription contrôlée : L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.	
Constats : La stratégie de l'exploitant décrite dans l'étude des dangers du site consiste à garantir l'alimentation en électricité et en air comprimé de l'ensemble des installations d'Izaute afin d'assurer la continuité du service en injection ou en soutirage en cas de perte des alimentations électriques externes. Si ces installations de secours venaient à être insuffisantes, les installations se mettraient en sécurité par manque d'électricité ou manque d'air (équipements à sécurité dite "positive"). Les éléments du constat sont présentés dans une partie confidentielle de ce rapport, conformément aux exigences de sécurité des données.	
Respect de la prescription :	
Type de suites proposées : Sans suite	
Proposition de suites :	

N° 2 : Gestion des pertes d'utilités

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56

Thème(s) : Risques accidentels Gestion des pertes d'utilité

Prescription contrôlée :

L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.

Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale.

Constats :

L'ensemble des installations est secouru selon la stratégie décrite au point 1.

Les conditions et modalités permettant de vérifier le bon déroulement des séquences et les mesures à prendre le cas échéant doivent être décrits dans une procédure qu'il appartient à l'exploitant de transmettre.

En salle de contrôle, il a été examiné le synoptique décrivant les installations de secours électriques et air comprimé : il est conforme au descriptif réalisé ci-avant.

Les éléments du constat sont présentés dans une partie confidentielle de ce rapport, conformément aux exigences de sécurité des données.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :

N° 3 : Consignes d'exploitation et de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59

Thème(s) : Risques accidentels Mise en oeuvre des consignes

Prescription contrôlée :

[...] l'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel. Il s'assure de leur appropriation et de leur bonne mise en œuvre par le personnel concerné.

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin :

-les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation ; -Les opérations et contrôles à effectuer pour les phases d'arrêt et, le cas échéant, avant la remise en service des équipements.

L'ensemble des contrôles, vérifications, les opérations d'entretien menés sont notés sur un ou des registres spécifiques.

L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin :

-les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ; -la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc ; -l'organisation de l'exploitant en cas d'incident ou de sinistre ; -l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident. »

Constats :

Les vérifications et actions décrites au constat 2 sont cohérentes avec la conception des installations mais ne sont pas décrites dans une fiche réflexe disponible en salle de contrôle.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant établit une procédure ou une fiche réflexe formalisant les vérifications à mener, et manœuvres éventuelles à exécuter en salle de contrôle ou bien sur le terrain en cas de perte des alimentations électrique externes. Il y intègre le cas échéant les critères qui pourraient amener à ne pas décompresser les installations en cas de perte prolongée des utilités.


Respect de la prescription :




Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites :	Demande d'action corrective
Proposition de délais :	3 Mois

N° 4 : Tests et maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52	
Thème(s) : Risques accidentels Maintenance	
Prescription contrôlée : Les systèmes de sécurité concernés sont éprouvés, conçus et construits de façon à être fiables, adaptés aux conditions de service prévues et à prendre en compte, s'il y a lieu, les exigences en matière de maintenance et d'essais des dispositifs. »	
Constats : Les modalités d'essais des équipements requis ont été examinées, et les justificatifs des derniers essais réalisés ont pu être consultés. Les éléments du constat sont présentés dans une partie confidentielle de ce rapport, conformément aux exigences de sécurité des données.	
Respect de la prescription :	
Type de suites proposées : Sans suite	
Proposition de suites :	

N° 5 : Conformité à l'article 56

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	
Thème(s) :	Risques accidentels Conformité à l'article 56
Prescription contrôlée : Pour les installations, pour lesquelles le dépôt complet de la demande d'autorisation est antérieur au 1er septembre 2022, les travaux identifiés comme nécessaires pour la mise en conformité à ces dispositions sont réalisés avant le 1er janvier 2026 »	
Constats : Il n'est pas identifié au terme de cette inspection, ni par l'exploitant, de nécessité de mise en conformité de la stratégie de gestion, ou des moyens qui la servent.	
Respect de la prescription :	
Type de suites proposées :	Sans suite
Proposition de suites :	